ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, le 22 septembre 1986, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions de recrutement et de nomination au grade d'agent de police et de garde champêtre (II)", a donné le 6 octobre 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 september 1986 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de aanwervings- en benoemingsvoorwaarden voor de graad van politieagent en van veldwachter (II)", heeft op 6 oktober 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. L'arrêté en projet ne pourra pas entrer en vigueur avant que la loi du 11 février 1986 sur la police communale, sur laquelle il se fonde, ne soit elle-même en vigueur.

II. Le projet met en oeuvre, notamment, l'article 172 de la loi communale, modifiée par la loi du 11 février 1986 sur la police communale, qui dispose :

> "Dans la limite des dispositions générales arrêtées par le Roi, le conseil communal détermine le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitement ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres de la police communale".

Le pouvoir donné au Roi de fixer des conditions générales limitant le pouvoir réglementaire des communes à l'égard de leurs agents n'est pas, dans son principe, une innovation (1).

La loi du 11 février 1986 est l'expression d'une volonté d'uniformiser la police communale. Cette volonté se manifeste notamment par une extension des matières dans lesquelles le Roi peut intervenir par voie de dispositions générales. Mais, il est permis de considérer que, sous le rapport de l'autonomie communale, la loi du 11 février 1986 n'a pas attribué au Roi des pouvoirs plus étendus que la loi communale, la loi du 14 février 1961 et la loi du 26 juillet 1971, et que l'article 172 de la loi du 11 février 1986 n'est ni plus ni moins impératif que les articles 84, § 1er, 71, § 1er, et 46, § 1er, des trois lois précitées. Le pouvoir du Roi se limite toujours à fixer des dispositions générales.

.../...

---

(1) Voyez l'article 84, § 1er, de la loi communale, l'article 71, § 1er, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, et l'article 46, § 1er, alinéa 3, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.

Le Conseil d'Etat, section de législation, a eu l'occasion d'exprimer son avis sur les limites que l'autonomie communale assigne au Roi dans l'exercice de son pouvoir d'arrêter des dispositions générales, lorsqu'il a été consulté sur les projets d'arrêtés royaux exécutant, à l'égard des agents des agglomérations et fédérations de communes, l'article 46, § 1er, alinéa 3, de la loi du 26 juillet 1971 (1) (2).

Plusieurs principes se dégagent de ces différents avis :

- le Roi ne peut se substituer au conseil communal; les dispositions générales arrêtées par le Roi ne peuvent être directement applicables aux agents ou à l'autorité investie du pouvoir de nomination; c'est au conseil communal

.../...

---

(1) "Le Conseil fixe, dans les limites des dispositions générales arrêtées par le Roi, le cadre ainsi que les statuts administratifs et pécuniaires du personnel".

(2) Voyez les avis suivants :

- L. 11.708/2 (arrêté royal du 14.12.1972 - Dispositions générales relatives au recrutement);
- L. 11.659/2 (arrêté royal du 19.12.1972 - Dispositions générales relatives aux positions administratives);
- L. 11.682/2 (arrêté royal du 23.11.1972 - Dispositions générales relatives à l'affectation);
- L. 11.658/2 (arrêté royal du 22.11.1972 - Dispositions générales relatives au stage);
- L. 11.660/2 (arrêté royal du 31.10.1972 - Changement de grade - promotion);
- L. 11.657/2 (arrêté royal du 31.10.1972 - Discipline);
- L. 11.661/2 (arrêté royal du 31.10.1972 - Tableau des grades);
- L. 11.666/2 (arrêté royal du 9.1.1973 - Dispositions générales relatives à la disponibilité).

qu'il appartient de traduire ces principes dans les règlements;

- le Roi ne possède que le pouvoir d'indiquer des règles générales que les conseils communaux doivent suivre; une réglementation détaillée excède les pouvoirs du Roi;
- en principe, les règles arrêtées par le Roi sont à considérer comme fixant des conditions minimales; le conseil communal doit garder le droit d'imposer des conditions plus sévères.

+

\+ +

EXAMEN DU PROJET.

INTITULE.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination au grade d'agent de police et de garde champêtre".

Il convient de supprimer le chiffre (II) qui suit l'intitulé.

.../...

PREAMBULE.

A l'alinéa ler, il n'est pas nécessaire de viser l'article 195 de la loi communale. Il convient, en revanche, de viser l'article 199 de cette loi. L'alinéa ler doit donc être rédigé comme suit :

"Vu la loi communale, notamment les articles 172, 184, 199 et 201, y insérés par la loi du 11 février 1986 sur la police communale;".

L'alinéa 3 devrait être libellé de la manière suivante :

"Vu le protocole du comité des services publics provinciaux et locaux, portant la date du ...;".

DISPOSITIF.

Il est proposé de rédiger l'intitulé du chapitre ler comme suit :

"Chapitre ler. - Règlement".

+

.../...

Article ler.

La rédaction suivante est proposée pour le début de l'article :

"Le conseil communal arrête un règlement ...".

+

Il est proposé :

- de rédiger l'intitulé du chapitre II comme suit :

"Chapitre II. - Conditions d'admissibilité";

- de fusionner les chapitres III et IV en un seul chapitre, intitulé :

"Chapitre III. - Recrutement et sélection".

Il conviendra, par conséquent, de modifier le numérotage des chapitres qui suivent.

+

Article 3.

Le 4° et les alinéas 2 et 3 sortent du cadre des dispositions générales que le Roi est habilité à arrêter

et entrent dans le détail de la réglementation. Ils doivent être modifiés.

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

Le règlement détermine :

1° l'âge minimum requis pour l'entrée en service, celui-ci ne pouvant être inférieur à dix-huit ans;

2° la limite d'âge pour l'introduction des candidatures, celle-ci ne pouvant excéder trente-cinq ans;

3° les aptitudes physiques requises;

4° ... (comme au 3° du projet, sauf à écrire à la fin : "certificat homologué d'enseignement secondaire du degré supérieur");

5° les modalités de l'appel public aux candidats en prescrivant, notamment, que l'appel précisera les emplois du cadre auxquels il doit être pourvu".

Article 4.

A l'alinéa ler, il vaudrait mieux écrire :

"Le règlement fixe, en outre, les règles de sélection des candidats".

A la fin du 2° de l'alinéa 2, il convient d'écrire " ... qu'il a observés;" au lieu de "dont il a été le témoin;"

Le texte néerlandais des 3° et 4° serait mieux rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 5 et 6.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5.-

Les épreuves visées à l'article 4, alinéa 2, 1° et 2°, sont organisées soit par la commune soit par un centre d'entraînement et d'instruction créé ou agréé par le Ministre de l'Intérieur.

Lorsque la commune décide d'organiser elle-même les épreuves, le règlement détermine les modalités de l'organisation, notamment le système de cotation et la composition du jury.

Article 6.-

L'épreuve visée à l'article 4, alinéa 2, 3°, est organisé par un centre d'entraînement et d'instruction créé ou agréé par le Ministre de l'Intérieur.

L'épreuve visée à l'article 4, alinéa 2, 4°, est organisée soit par un centre d'entraînement et d'instruction créé ou agréé par le Ministre de l'Intérieur soit par un service agréé par le Ministre de l'Intérieur, sur proposition du gouverneur de province".

Article 7.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7.-

Le règlement peut prévoir une réserve de recrutement.

La durée de validité de la réserve ne peut excéder ... (la suite comme aux alinéas 2 et 3 du projet).

.../...

Article 8.

Cette disposition suppose que les communes établissent des règlements concordants, notamment en ce qui concerne la mise en oeuvre des articles 5 et 6 du projet, les modalités "d'utilisation" de la réserve commune de recrutement et même les conditions de recrutement. L'élaboration de tels règlements suppose des accords entre les communes.

Le texte en projet peut trouver sa justification dans l'article 18 de la loi du 1er mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique. Les conventions qui seront éventuellement conclues devront donc être soumises au contrôle de l'autorité de tutelle prévu par cet article.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 8.-

Le règlement de deux ou plusieurs communes peut prévoir qu'elles organisent ensemble le recrutement et la sélection. Dans ce cas, il précise si la réserve de recrutement éventuellement constituée est unique pour ces communes".

Article 9.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 9.-

Le règlement assure le respect des dispositions suivantes :

.../...

1° Les lauréats de l'épreuve de sélection sont admis en qualité d'aspirant agent de police ou d'aspirant garde champêtre ou, le cas échéant, inscrits dans la réserve de recrutement.

2° Pour être admis en qualité d'aspirant, le lauréat doit subir un examen médical en vue d'établir son aptitude au service.

3° Les aspirants agent de police et garde champêtre suivent des cours de formation organisés par un centre d'entraînement et d'instruction pour agents de police et gardes champêtres, créé ou agréé par le Ministre de l'Intérieur. Ils ne peuvent exercer aucune mission de police administrative et judiciaire.

4° Pour être nommé agent de police stagiaire ou garde champêtre stagiaire, l'aspirant doit obtenir, dans un délai maximum de trois ans, le certificat délivré à l'issue des cours de formation par le centre visé au 3°".

Article 10.

Selon l'alinéa 3,

"Le stage peut être prolongé pour la même période lorsque se présentent des circonstances exceptionnelles".

Ainsi rédigé, le texte paraît imposer à l'autorité, lorsqu'elle prolonge le stage, de le faire nécessairement pour une période égale à la période initiale.

.../...

Le texte proposé ci-après permet à l'autorité de prolonger le stage pour une période moins longue.

"Article 10.-

Le stage comprend au minimum six cent quatre-vingt-quatre heures effectivement prestées au sein du corps de police. En cas de circonstances exceptionnelles, il peut être prolongé au maximum de la même durée.

A l'issue de cette période, le stagiaire jugé apte peut être nommé à titre définitif, après avis de son chef de corps".

Article 11.

A l'alinéa 1er, il est proposé d'omettre le membre de phrase "pour cause d'incapacité ...". Outre que cette disposition est imprécise, la détermination du ou des motifs de licenciement est étrangère aux dispositions générales que le Roi est habilité à prendre. Ce pouvoir doit être laissé aux conseils communaux.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 11.-

Le règlement fixe les modalités du licenciement au cours des périodes visées aux articles 9 et 10.

Il prévoit en tout cas :

1° ... (comme au projet);

2° ...(comme au projet);

3° les dispenses de service pour la recherche d'un nouvel emploi;

4° les causes de suspension du délai de préavis".

Article 12.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les conditions d'admission comme aspirant et les conditions de nomination en qualité de stagiaire ou à titre définitif des agents de police restent applicables à ceux d'entre eux dont les procédures de recrutement ont débuté avant l'entrée en vigueur du présent arrêté".

A l'alinéa 2, il convient d'écrire "au sens de l'alinéa 1er" et non "au sens de l'alinéa précédent", et de supprimer, à la fin, le mot "concernée".

Article 13.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 13.-

La procédure en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour la nomination à titre définitif au grade de garde champêtre, peut être poursuivie pourvu que le candidat satisfasse aux conditions prévues à l'article 9, 4°, et à l'article 10".

.../...

Le Gouvernement appréciera s'il ne convient pas de préciser, dans un alinéa 2, ce qu'il faut entendre par procédure de nomination à titre définitif, "en cours", une telle précision étant donnée à l'article 12, alinéa 2, pour les agents de police.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontworpen besluit zal niet in werking kunnen treden voordat de wet van 11 februari 1986 op de gemeentepolitie, waarop het steunt, zelf in werking zal zijn getreden.

II. Het ontwerp geeft inzonderheid uitvoering aan artikel 172 van de gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 11 februari 1986 op de gemeentepolitie, dat bepaalt :

> "Binnen de perken van de door de Koning vastgestelde algemene bepalingen, bepaalt de gemeenteraad de formatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering van de leden van het gemeentepolitiekorps".

De aan de Koning verleende bevoegdheid om algemene voorwaarden te bepalen die de verordenende bevoegdheid van de gemeenten ten aanzien van hun personeel beperken, is wat het beginsel ervan betreft, niets nieuws (1).

De wet van 11 februari 1986 is de uiting van de wil om de gemeentepolitie te uniformeren. Deze wil uit zich onder meer door een uitbreiding van de aangelegenheden waarin de Koning door middel van algemene bepalingen kan ingrijpen. Men mag het er echter voor houden dat vanuit het oogpunt van de gemeentelijke autonomie, de wet van 11 februari 1986 de Koning geen ruimere bevoegdheden heeft verleend dan de gemeentewet, de wet van 14 februari 1961 en de wet van 26 juli 1971, en dat artikel 172 van de wet van 11 februari 1986 niet meer of minder van dwingende aard is dan de artikelen 84, § 1, 71, § 1, en 46, § 1, van de drie voormelde wetten. De bevoegdheid van de Koning is steeds beperkt tot het vaststellen van algemene bepalingen.

.../...

---

(1) Zie artikel 84, § 1, van de gemeentewet, artikel 71, § 1, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, alsook artikel 46, § 1, derde lid, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten.

De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft de gelegenheid gehad om zijn mening te kennen te geven over de grenzen die de gemeentelijke autonomie stelt aan de uitoefening van 's Konings bevoegdheid om algemene bepalingen vast te stellen, toen hij om advies werd gevraagd over de ontwerpen van koninklijke besluiten die ten aanzien van het personeel van agglomeraties en federaties van gemeenten uitvoering geven aan artikel 46, § 1, derde lid, van de wet van 26 juli 1971 (1)(2).

Verscheidene beginselen kunnen uit die verschillende adviezen worden afgeleid :

- de Koning kan niet in de plaats treden van de gemeenteraad; de door de Koning vastgestelde algemene bepalingen kunnen

.../...

---

(1) "De Raad bepaalt, binnen de perken van de door de Koning vastgestelde algemene bepalingen, het personeelskader en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden".

(2) Zie de volgende adviezen :

- L. 11.708/2 (koninklijk besluit van 14.12.1972 - Algemene bepalingen betreffende de aanwerving);
- L. 11.659/2 (koninklijk besluit van 19.12.1972 - Algemene bepalingen betreffende de administratieve standen);
- L. 11.682/2 (koninklijk besluit van 23.11.1972 - Algemene bepalingen inzake tewerkstelling);
- L. 11.658/2 (koninklijk besluit van 22.11.1972 - Algemene bepalingen betreffende de stage);
- L. 11.660/2 (koninklijk besluit van 31.10.1972 - Verandering van graad - bevordering);
- L. 11.657/2 (koninklijk besluit van 31.10.1972 - Tuchtregeling);
- L. 11.661/2 (koninklijk besluit van 31.10.1972 - Tabel van de graden);
- L. 11.666/2 (koninklijk besluit van 9.1.1973 - Algemene bepalingen betreffende de disponibiliteit).

geen rechtstreekse toepassing vinden op de personeelsleden of op de overheid die bevoegd is voor benoemingen; het komt de gemeenteraad toe die beginselen in de verordeningen tot uitdrukking te brengen;

- de Koning is slechts bevoegd om algemene regels aan te geven die door de gemeenteraden opgevolgd dienen te worden; een omstandige regeling gaat de bevoegdheid van de Koning te buiten;

- in beginsel moeten de door de Koning vastgestelde regels geacht worden minimale voorwaarden te bepalen; de gemeenteraad moet het recht behouden om strengere voorwaarden op te leggen.

+

+ +

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

OPSCHRIFT.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit houdende de algemene bepalingen aangaande de aanwerving en de benoeming in de graad van politieagent en van veldwachter".

Het cijfer (II) dat op het opschrift volgt, behoort te vervallen.

.../...

AANHEF.

In het eerste lid behoeft niet te worden verwezen naar artikel 195 van de gemeentewet. Er behoort integendeel naar artikel 199 van die wet te worden verwezen. Het eerste lid moet dus als volgt worden gesteld :

"Gelet op de gemeentewet, inzonderheid op de artikelen 172, 184, 199 en 201, ingevoegd bij de wet van 11 februari 1986 op de gemeentepolitie;".

Het derde lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"Gelet op het protocol van het comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten d.d. ...;".

BEPALEND GEDEELTE.

Er wordt voorgesteld het opschrift van hoofdstuk I als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk I. - Reglement".

+

Artikel 1.

Er wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"De gemeenteraad stelt een reglement vast betreffende de aanwerving en de benoeming in de graad van politieagent of van veldwachter".

+

Er wordt voorgesteld :

- het opschrift van hoofdstuk II als volgt te stellen :

"Hoofdstuk II. - Toelatingsvoorwaarden";

- de hoofdstukken III en IV samen te voegen tot één hoofdstuk, met als opschrift :

"Hoofdstuk III. - Aanwerving en selectie".

De nummering van de volgende hoofdstukken zal bijgevolg gewijzigd moeten worden.

+

Artikel 3.

Het 4° en het tweede en het derde lid vallen buiten het kader van de algemene bepalingen die de Koning vermag vast te stellen en geven bijzonderheden van de regeling aan. Zij moeten worden gewijzigd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

Het reglement bepaalt :

1° de minimumleeftijd die vereist is voor indiensttreding; deze mag niet lager zijn dan achttien jaar;

.../...

2° de uiterste leeftijd voor het indienen van de aanvragen; deze mag niet hoger zijn dan vijfendertig jaar;

3° de vereiste lichamelijke geschiktheid;

4° de diploma's en studiegetuigschriften, die ten minste gelijkwaardig moeten zijn met het gehomologeerde getuigschrift van secundair onderwijs van de hogere graad;

5° de nadere regels in verband met de openbare oproep tot de gegadigden waarbij onder meer voorgeschreven dient te worden dat in de oproep verduidelijkt wordt in welke betrekkingen van de formatie moet worden voorzien".

Artikel 4.

In het eerste lid schrijve men :

"Het reglement bepaalt bovendien de regels inzake selectie van de gegadigden".

De Nederlandse tekst van het tweede lid, 2°, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2° een mondeling examen aan de hand waarvan geoordeeld kan worden over de motivatie van de gegadigde en over diens bekwaamheid om zich uit te drukken, om een gesprek over

.../...

een algemeen onderwerp te voeren en om plaatsen, personen en door hem geconstateerde feiten te beschrijven;".

De Nederlandse tekst van 3° en 4° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3° een schriftelijk examen;

4° een psycho-technisch en psychologisch onderzoek aan de hand waarvan de gemeenteraad kan oordelen over de geschiktheid van de gegadigde tot het volgen van de opleiding van agent of van veldwachter, over het evenwichtige van zijn persoonlijkheid en over het vermogen om zijn koelbloedigheid te bewaren in alle omstandigheden waarin hij door zijn beroep kan komen te staan".

.../...

Artikelen 5 en 6.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

De proef en het examen bedoeld in artikel 4, tweede lid, 1° en 2°, worden georganiseerd, hetzij door de gemeente, hetzij door een trainings- en opleidingscentrum dat opgericht of erkend is door de Minister van Binnenlandse Zaken.

Beslist de gemeente dat zijzelf die proef en dat examen zal organiseren, dan geeft het reglement de nadere regels aan voor de organisatie ervan, inzonderheid wat betreft het waarderingssysteem en de samenstelling van de examencommissie.

Artikel 6.-

Het examen bedoeld in artikel 4, tweede lid, 3°, wordt georganiseerd door een trainings- en opleidingscentrum dat opgericht of erkend is door de Minister van Binnenlandse Zaken.

Het onderzoek bedoeld in artikel 4, tweede lid, 4°, wordt georganiseerd, ofwel door een trainings- en opleidingscentrum dat opgericht of erkend is door de Minister van Binnenlandse Zaken, ofwel door een dienst die erkend is door de Minister van Binnenlandse Zaken, op de voordracht van de provinciegouverneur".

Artikel 7.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 7.-

Het reglement kan voorzien in een wervingsreserve.

De geldigheidsduur van de reserve mag niet meer bedragen dan ... (voorts zoals in het tweede en het derde lid van het ontwerp)".

Artikel 8.

Die bepaling gaat ervan uit dat de gemeenten gelijklopende reglementen vaststellen, inzonderheid wat betreft de nadere uitwerking van de artikelen 5 en 6 van het ontwerp, de wijzen waarop de gemeenschappelijke wervingsreserve wordt "aangewend" en zelfs de wervingsvoorwaarden. Het opmaken van zodanige reglementen veronderstelt dat de gemeenten daaromtrent overeenkomsten aangaan.

De ontworpen tekst kan zijn verantwoording vinden in artikel 18 van de wet van 1 maart 1922 omtrent de vereniging van gemeenten tot nut van 't algemeen. De overeenkomsten die gesloten zouden worden, zullen moeten worden onderworpen aan het in dat artikel bepaalde controle van de toezichthoudende overheid.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

Het reglement van twee of meer gemeenten kan bepalen dat zij samen de werving en de selectie organiseren. In dat geval preciseert het reglement of de wervingsreserve die eventueel wordt samengesteld, één is voor die gemeenten".

.../...

Artikel 9.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 9.-

Het reglement verzekert de naleving van de volgende bepalingen :

1° De geslaagden voor de selectie-examens worden toegelaten als aspirant-politieagent of als aspirant-veldwachter of worden, in voorkomend geval, ingeschreven in de wervingsreserve.

2° Om toegelaten te worden als aspirant, moet de geslaagde een geneeskundig onderzoek ondergaan tot vaststelling van zijn geschiktheid voor de dienst.

3° De aspirant-politieagent en de aspirant-veldwachter volgen de opleidingscursussen, ingericht door een opleidings- en trainingscentrum voor politieagenten en veldwachters dat opgericht of erkend is door de Minister van Binnenlandse Zaken. Zij mogen geen enkele opdracht van administratieve en gerechtelijke politie uitoefenen.

4° Om tot stagedoend politieagent of tot stagedoend veldwachter te worden benoemd, moet de aspirant, binnen een termijn van ten hoogste drie jaar, het getuigschrift behalen dat na afloop van de opleidingscursussen wordt afgegeven door het in 3° bedoelde centrum".

Artikel 10.

Het derde lid luidt als volgt :

"De stage kan met dezelfde periode worden verlengd wanneer uitzonderlijke omstandigheden zulks verantwoorden".

.../...

In die redactie lijkt de tekst aan de overheid die de stage verlengt de verplichting op te leggen dat noodzakelijkerwijs te doen voor een periode die gelijk is aan de eerste periode.

De hierna voorgestelde tekst staat de overheid toe de stage voor een minder lange periode te verlengen.

"Artikel 10.-

De stage omvat ten minste zeshonderd vierentachtig effectief in het politiekorps gepresteerde werkuren. In uitzonderlijke omstandigheden kan hij ten hoogste met dezelfde duur verlengd worden.

Na afloop van die periode kan de geschikt bevonden stagiair vastbenoemd worden, na advies van zijn korpschef".

Artikel 11.

Voorgesteld wordt in het eerste lid het zinsdeel "wegens onbekwaamheid ... in artikel 10" achterwege te laten. Niet alleen is die bepaling onnauwkeurig, maar het aangeven van de grond of de gronden voor afdanking valt buiten de algemene bepalingen die de Koning gemachtigd is uit te vaardigen. Die bevoegdheid moet aan de gemeenteraden worden gelaten.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-

Het reglement bepaalt de nadere regels voor het ontslag tijdens de in de artikelen 9 en 10 bedoelde periodes.

.../...

Het bepaalt in elk geval :

1° ... (zoals in het ontwerp);

2° ... (zoals in het ontwerp);

3° ... (zoals in het ontwerp);

4° de gronden tot schorsing van de opzeggingstermijn".

Artikel 12.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De voorwaarden voor de toelating als aspirant-politieagent en de voorwaarden voor de benoeming tot stagedoend of vast politieagent blijven van toepassing op diegenen voor wie de wervingsprocedure begonnen is vóór de inwerkingtreding van dit besluit".

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Als begindatum van de wervingsprocedure in de zin van het eerste lid wordt beschouwd, de uiterste datum van inschrijving voor de door de gemeente georganiseerde wervingsexamens".

Artikel 13.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 13.-

De procedure die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit aan de gang is met het oog op de vaste benoeming tot de graad van veldwachter, kan voortgezet worden op voorwaarde dat de gegadigde voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 9, 4°, en in artikel 10".

De Regering behoort uit te maken of in een tweede lid niet moet worden gepreciseerd wat dient te worden verstaan onder de procedure "die aan de gang is" met het oog op de vaste benoeming, welke precisering in artikel 12, tweede lid, wel gegeven wordt voor politieagenten.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY, J. LIGOT.